

## ALLEMAGNE

### Réforme de la société à responsabilité limitée de droit allemand GmbH

Le droit de la SARL de droit allemand (GmbH) a fait l'objet d'une loi entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2008 qui vise à alléger les difficultés juridiques en rapport avec leur création et leur gestion, tout en renforçant la protection des partenaires contre les abus en cas d'insolvabilité. L'auteur décrit l'essentiel de ces prescriptions, en soulignant que le législateur n'a pas voulu une réforme radicale mais juste une adaptation à l'évolution des données économiques.

WPG Die Wirtschaftsprüfung – N° 21 – 1<sup>er</sup> novembre 2008

### Le point sur la situation et l'évolution des normes internationales d'audit

Un article de la revue Die Wirtschaftsprüfung dresse l'état actuel de l'harmonisation internationale des normes dans le domaine de l'audit et décrit tour à tour les instances chargées de l'élaboration de ces normes au niveau national et international dans le contexte des efforts de convergence. Il rappelle l'ensemble des préalables à remplir par les différentes parties intéressées, dans la perspective de l'adoption des normes ISA de l'IFAC à l'horizon 2011.

WPG Die Wirtschaftsprüfung – N° 20 – 15 octobre 2008

### La situation de l'audit en Allemagne dans le contexte du projet de loi BilMoG

Le Parlement allemand débat actuellement sur un projet de loi présenté en mai 2008 qui vise à réformer le droit comptable allemand afin de l'adapter aux exigences de la 8<sup>ème</sup> directive (dont le délai de transcription a expiré fin juin) mais aussi à le présenter comme une véritable alternative aux IFRS pour les PME. Les auteurs de l'article présentent l'ensemble des modifications et adaptations nécessaires.

WPG Die Wirtschaftsprüfung – N° 20 – 15 octobre 2008

## CANADA

### Nouvelle hausse des honoraires d'audit

Une étude effectuée auprès de 529 des plus grandes sociétés cotées canadiennes confirme l'augmentation des honoraires versés aux auditeurs, en moyenne 4 % entre 2006 et 2007. Il ressort que ce sont les plus petites sociétés qui affichent les pourcentages d'augmentation les plus élevés : en moyenne 22 % contre 4 % pour les sociétés les plus importantes. Chez elles, le coût de l'audit représente un pourcentage plus élevé de leur chiffre d'affaire total.

CA Magazine (Canada) – N° 10 – Décembre 2008

### La comptabilisation des produits demeure une question épineuse

Selon une étude récente, la comptabilisation des produits est, pour plus de 40 % des personnes interrogées, le processus comptable le plus porteur d'erreurs, elles-mêmes présentant le niveau d'importance relative le plus élevé par rapport aux états financiers. Les responsables désignés de ces failles sont l'utilisation généralisée de feuilles de calcul électronique et la méconnaissance des applications automatisant le processus d'information sur les produits.

CA Magazine (Canada) – N° 10 – Décembre 2008

### L'introduction d'XBRL est loin de faire l'unanimité parmi les directeurs financiers

Des voix s'élèvent çà et là contre l'utilisation interactive des informations des sociétés cotées établies suivant la taxonomie XBRL. FEI par exemple craint qu'en l'absence de solutions testées par les

fournisseurs de logiciels, l'introduction obligatoire d'XBRL augmente les coûts sans améliorer pour autant les processus internes. D'autres observateurs signalent par ailleurs qu'il n'est peut-être pas opportun d'adopter la taxonomie imposante nécessaire pour les GAAP américains, au moment où l'on cherche à adopter les IFRS. L'article fait le point sur le nouveau langage de la finance.

CA Magazine (Canada) – N° 10 – Décembre 2008

## ETATS-UNIS

### Le PCAOB épingle les 8 plus grands cabinets d'audit

Dans la synthèse de ses inspections des 8 plus grands cabinets d'audit, couvrant quatre années d'inspection, le PCAOB épingle les auditeurs des plus grands cabinets, qui n'affichent pas suffisamment de scepticisme dans leur audit des états financiers de sociétés. Ils ne remettent notamment pas suffisamment en cause les prévisions ou les déclarations qui leur sont soumises par la direction. Par ailleurs, il leur reproche des lacunes dans leur formation, leurs méthodologies, ainsi que dans leur technique de mentorat.

Pour toute information détaillée : [www.pcaob.us.org](http://www.pcaob.us.org)

PCAOB – Communiqué de presse – 8 décembre 2008

### Ajustements des calendriers d'inspection par le PCAOB des cabinets non américains

Le PCAOB adopte un amendement à la règle 4003 concernant le calendrier des inspections de cabinets inscrits non américains par lequel il espère régler les difficultés qu'il rencontre du fait de contraintes diverses dans le pays du cabinet concerné. Dans le même temps, il met en consultation les lignes d'action qu'il compte mettre en œuvre lorsqu'il se trouve dans l'incapacité d'effectuer une inspection du fait que le cabinet considère qu'elle est en contradiction avec la législation nationale.

PCAOB – Communiqué de presse – 4 décembre 2008

### Un Audit Practice Alert sur l'audit dans l'environnement économique actuel

Le PCAOB publie un avis technique destiné à aider les auditeurs à identifier les points liés au climat économique actuel qui sont susceptibles d'affecter le risque d'audit et d'exiger davantage d'attention pour les audits d'états financiers et les audits du contrôle interne. Six points sont identifiés : considérations générales d'audit, audit des évaluations à la juste valeur, audit des estimations comptables, audit du caractère approprié des informations fournies, appréciation de la continuité de l'exploitation, considérations d'audit propres à certains secteurs spécifiques.

PCAOB – Communiqué de presse - 5 décembre 2008

## NIGERIA

### L'institut ICAN lance son programme de supervision professionnelle

L'institut professionnel du Nigeria (ICAN) a lancé son programme d'inspection professionnelle destiné à promouvoir professionnalisme et service de qualité à la nation, ainsi que s'y était engagé son Président lors de sa prise de fonctions. Ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie préconisée par l'IFAC et sont focalisées sur l'aspect du suivi régulier de la qualité de l'activité professionnelle.

The Guardian - 8 décembre 2008

## ROYAUME-UNI

### Aménagement de FRS 8

L'Accounting Standards Board (ASB) publie une modification de la norme FRS 8 (Informations sur les parties liées) qui reflète les

changements apportés à la loi par la règle 2008 sur les comptes de groupe des grandes et moyennes sociétés, en ce qui concerne les informations à fournir sur les opérations entre parties liées.

Accounting Standards Board – Communiqué de presse – 8 décembre 2008

### **Publication des rapports d'inspection de 7 grands cabinets**

Le Professional Oversight Board, publie les rapports d'inspection de 7 grands cabinets d'audit : BDO Stoy Hayward LLP, Deloitte & Touche LLP, Ernst & Young LLP, Grant Thornton UK LLP, KPMG LLP, KPMG Audit PLC, PKF (UK) LLP, PricewaterhouseCoopers LLP. Ces rapports confirment la grande qualité de l'audit au Royaume-Uni, qui ne présente aucune faiblesse systémique. Ils identifient néanmoins certains points importants auxquels les cabinets d'audit devront s'efforcer d'apporter des améliorations.

Pour toute information sur ces rapports :  
<http://www.frc.org.uk/pob/audit/>

Professional Oversight Board – Communiqué de presse – 8 décembre 2008

### **Le FRC liste les défis confrontant les utilisateurs de l'information actuarielle**

Le Financial Reporting Council propose une liste des questions cruciales en ces temps d'incertitude économique pour les instances dirigeantes, notamment les fonds de retraite, les compagnies d'assurance et les associations caritatives. La multiplication des risques requiert en effet des diligences supplémentaires de la part des actuaires et des utilisateurs de l'information actuarielle.

Financial Reporting Council – Communiqué de presse – 4 décembre 2008

### **Rapport efficacité/coûts de la réglementation initiée par le FRC**

Le Financial Reporting Council publie les réponses obtenues sur son document consultatif « Rapport efficacité/coûts de la réglementation initiée par le FRC ». Le document mettait en évidence une série de mesures visant à réduire le coût de la réglementation pour les participants du marché et invitait les parties prenantes à commenter d'autres possibilités d'économiser sur les dépenses résultant de la réglementation tout en préservant la confiance dans la gouvernance et la communication des entreprises.

Financial Reporting Council – Communiqué de presse – 3 décembre 2008